



Presse

Lu pour vous

LE FIGARO

Lundi 16 octobre 2023

Pourquoi la protection des lieux de culte, écoles et stades est un casse-tête.

LA FRANCE est à nouveau sur le pied de guerre. La menace terroriste qui planait sur le pays s'est abattue à Arras vendredi dernier et a contraint les autorités à déclencher le niveau le plus élevé du dispositif Vigipirate. Depuis, l'ensemble du territoire est passé en alerte « urgence attentat ». La moindre menace est désormais prise au sérieux.

Dès ce week-end, deux des sites touristiques les plus prestigieux de France ont dû fermer leurs portes. Tour à tour, le Louvre et le château de Versailles ont été évacués. Le premier après avoir reçu un message écrit faisant état d'un risque pour ses visiteurs, le second après une alerte à la bombe. « *Et on n'est pas à l'abri d'une démultiplication de ce type d'agissements* », s'inquiète Denis Jacob, secrétaire général du syndicat Alternative police.

Selon nos informations, une alerte à la bombe a également été déclenchée samedi dernier au Stade de France, lors du quart de finale Irlande-Nouvelle Zélande. Un appel reçu par le 17 indiquait que des explosifs avaient été déposés dans l'enceinte du site, ainsi que « la tête de Samuel Paty ». « Un message, qui de toute évidence, ne pouvait être pris au sérieux », selon un observateur. Une alerte sans conséquence sur le match, qui s'est poursuivi. Localisé à Rennes, l'auteur de l'appel a été arrêté.

Sur le terrain, ce dispositif d'urgence attentat va entraîner une mobilisation plus importante de moyens. Les soldats de la force Sentinelle vont passer de 3 000 à 7 000. Depuis l'attaque d'Israël par le Hamas, le 7 octobre dernier, 500 lieux, dont des écoles ou des synagogues, sont par ailleurs déjà protégés par 10 000 policiers et gendarmes. Une note adressée ce week-end aux forces de l'ordre, portant exclusivement sur la sécurisation des établissements scolaires, liste diverses mesures « à mettre en œuvre sans délai et jusqu'à nouvel ordre », est-il écrit.

Policiers et gendarmes sous tension

« En lien avec l'autorité préfectorale et le rectorat, en coordination avec le renseignement territorial, vous analyserez l'état de la menace pesant sur les établissements scolaires et examinerez les besoins de sécurité », peut-on y lire. Cette note, qui évoque la mise en place de barrières devant les écoles pour créer des sas de sécurité, insiste sur les liens qui ne doivent pas faiblir entre police et communauté éducative. Elle demande aussi une « nécessaire réactivité dans le traitement des appels 17 police secours provenant des personnels de l'Éducation nationale qui doivent conduire à un déplacement systématique et rapide d'un équipage de police. »

Alors qu'elles sont déjà fortement mises à contribution pour la Coupe du monde de rugby, les forces de l'ordre vont donc devoir poursuivre leur effort. « Pour garantir la sécurité de cet événement sportif, on était déjà au plus haut niveau de mobilisation, avec 80 % des effectifs présents alors que le taux normal est de 60 %. Face à la menace terroriste, on va devoir maintenir la jauge au même niveau », redoute Denis Jacob. « Nous allons accentuer la vigilance autour des établissements scolaires. Mais on ne pourra mettre un policier devant chaque école ».